
LE GOUVERNEMENT VEUT GAGNER DU TEMPS ...
PLUTÔT QUE DE REpondre AUX REvendICATIONS

FORCE OUVRIÈRE a été reçue en bilatérale, le vendredi 23 septembre 2005 par le ministre de la Fonction publique, M. Christian JACOB.

Le ministre a présenté sa méthode de travail sur les dossiers : salaire – statut – social.

Chaque thème serait précédé d'une (ou plusieurs) réunion technique avant l'ouverture de négociations – et ce, dans la deuxième quinzaine de novembre.

Pour F.O., il est clair que le gouvernement veut gagner du temps, alors que :

❖ **SUR LES SALAIRES**

La négociation peut et **doit s'ouvrir immédiatement**, le projet de budget 2006, rendu public le 28 septembre, donne déjà toutes les hypothèses économiques.

Le gouvernement doit répondre, en fait, à une seule question : « Maintien du pouvoir d'achat pour tous : oui ou non ? ».

❖ **SUR LA GRILLE INDICIAIRE (volet statutaire)**

Les bases des revendications sont, là aussi, connues depuis de nombreuses années : minimum de rémunération (SMIC + 20 %), nombre de niveaux dans chaque corps et catégorie, déroulement de carrière fluide pour tous, etc...

❖ **SUR LE VOLET SOCIAL**

F.O. a mis en garde le gouvernement : ce volet ne peut se substituer à la négociation salariale et statutaire. D'autant que l'annonce du gouvernement coïncide avec la décision du conseil d'Etat qui supprime la base légale à l'aide de l'Etat aux mutuelles, rendant urgent le traitement de ce dossier. Enfin, l'IRCANTEC et son avenir doivent être mis à la table de discussions.

❖ **EN CONCLUSION**

Pour F.O., seule la pression des salariés de la Fonction publique vis-à-vis du gouvernement est à même de contraindre celui-ci à entendre favorablement leurs revendications et à y répondre de manière satisfaisante et durable.

UNE ACTION DÉTERMINÉE
EST INDISPENSABLE ET URGENTE :
GRÈVE ET MANIFESTATIONS
LE 4 OCTOBRE 2005

